

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement. L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information. Point d'information OTC - OMC des CE
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [ ], 5.7.1 [ ], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant):  Les prescriptions techniques ont trait à la désignation détaillée des feuilles types auxquelles il est fait référence dans le Décret sur les constructions, lequel porte sur des produits de construction utilisés dans les bâtiments.
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Projet de Règlement pris au titre du Décret sur les constructions concernant les nouvelles constructions (1998).
6.	Teneur: Désignation détaillée des feuilles types auxquelles il est fait référence dans le Décret sur les constructions. Ce texte remplace le règlement actuellement en vigueur qui traite de cette désignation détaillée. Les feuilles types en question ont, dans l'intervalle, fait l'objet d'une harmonisation avec les dispositions et la méthodologie du Décret sur les constructions, de sorte que les dispositions détaillées en matière de contenu du règlement actuellement en vigueur peuvent cesser de s'appliquer.

7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Les prescriptions techniques dans lesquelles il est fait référence à des feuilles types sont énoncées pour des raisons liées à la sécurité, à la santé, aux propriétés d'emploi et à l'économie d'énergie. Sont concernées des dispositions qui, du point de vue du droit public, doivent être considérées comme un minimum. Dans le contexte du droit privé, il est normalement atteint un niveau de performance plus élevé (dans ce cas, la méthode de détermination indiquée dans les feuilles types sert aussi de point de départ).	
8.	Documents pertinents: Loi sur le logement; l'article 3 de cette loi constitue le fondement des renvois à des normes figurant dans le Décret sur les constructions ou effectués au titre de ce décret; Décret sur les constructions: article 416	
9.	Date projetée pour l'adoption: Date projetée pour l'entrée en vigueur:	} 18 mai 1998
10.	Date limite pour la présentation des observations: 12 mai 1998	
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de téléfax d'un autre organisme:	